

À cette fin, nous avons besoin d'une vision renouvelée pour les 50 prochaines années. Cette vision doit être centrée non seulement sur les efforts pour assurer la sécurité humaine, mais aussi sur la réalisation de cette sécurité fondée sur la liberté de tous les peuples à vivre en paix sans connaître la peur, à être prospères et à bénéficier de l'égalité, de la justice devant la loi et du savoir. Les membres des Nations Unies doivent collaborer maintenant afin de renouveler l'Organisation, ses institutions et ses programmes, pour aider à faire de cette vision une réalité.

Monsieur le président, le Canada estime que, pour réaliser cette vision, il faut atteindre trois objectifs intimement liés : empêcher les conflits, réagir rapidement quand un conflit éclate et appuyer en permanence les efforts d'édification de la paix. Je parlerai de chacun de ces objectifs l'un après l'autre.

La grande priorité doit être d'aider l'ONU à mieux protéger les personnes des conflits. L'ONU a connu d'importants succès depuis quelques années, mais elle a aussi essuyé des échecs. Si l'on veut que cette Organisation s'adapte à un monde en changement - si l'on veut rétablir la confiance à son égard - il faut tirer une leçon des échecs rencontrés en Bosnie, en Somalie et au Rwanda et s'appuyer sur les succès remportés au Cambodge, en Namibie et au Salvador.

Monsieur le président, l'action préventive, comme le secrétaire général l'a si bien exprimé dans l'Agenda pour la paix, revêt de nombreuses formes, qui vont des programmes de développement économique à la médiation et au déploiement préventif de personnel (comme dans l'ancienne république yougoslave de Macédoine), des enquêtes sur les violations des droits de la personne à la conclusion d'accords limitant la prolifération des armes de destruction massive. La prévention sauve des vies, prévient d'innombrables souffrances humaines et permet de faire le meilleur usage possible des ressources limitées.

L'année dernière, j'ai annoncé à cette tribune que le Canada fournissait une liste de ses experts, prêts à participer à des missions de diplomatie préventive. De plus, nous mettons à profit notre appartenance à la Francophonie, au Commonwealth et à des organisations régionales telles que l'Organisation des États américains et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour favoriser le renforcement de la capacité de prévention des conflits au sein de ces organisations. Le premier ministre incite actuellement le Commonwealth à jouer un rôle plus important en matière de démocratisation et de bon gouvernement, qui sont deux éléments clés de la prévention des conflits. J'ai récemment convoqué une rencontre de la Francophonie en vue de formuler des recommandations pour élargir le rôle que joue cette organisation dans la prévention des conflits, particulièrement en Afrique. Ces recommandations seront présentées aux chefs d'États